



Confédération syndicale internationale

Sondage d'opinion mondial 2017



ITUC CSI IGB Confédération syndicale internationale

Étude réalisée par

KANTAR PUBLIC

Sondage d'opinion mondial de la Confédération syndicale internationale 2017

16 pays

**3,9 milliards de
personnes**

**53% de la population
mondiale**



À propos de ce rapport

Ces observations sont issues du sondage d'opinion mondial de 2017 de la Confédération syndicale internationale. Cette étude, commandée par la Confédération syndicale internationale (CSI), fait suite aux sondages d'opinion mondiaux de 2012, 2013 et 2014 et aux sondages d'opinion «Nouveaux fronts» de la CSI de 2015 et 2016, et concerne la population adulte des pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, Danemark, États-Unis, France, Guatemala, Inde, Japon, Royaume-Uni et Russie. Dans chacun de ces pays, environ un millier de personnes ont été interrogées en ligne, à l'exception du Guatemala, où 500 personnes ont été interrogées. Cela représente un total de 15.728 personnes.

C'est l'échantillonnage par la méthode des quotas qui a été choisi afin de respecter les proportions nationales en termes d'âge, de sexe et de région. Les résultats de ce sondage représentent l'opinion de 3,9 milliards de personnes ou, selon les estimations des Nations Unies, environ 53% de la population mondiale.

L'agence Anker Solutions était chargée de l'élaboration du questionnaire, de l'analyse et de la rédaction du rapport. Kantar Public a effectué le travail sur le terrain entre le 20 février et le 6 mars 2017.

Le sondage d'opinion mondial de la CSI 2017 porte sur 16 pays des cinq continents. Les résultats ont été analysés au niveau mondial, représentant la moyenne des 16 pays, et individuellement au niveau de chaque pays et des regroupements régionaux (BRICS, G20, Amériques, Asie, Europe). Les résultats basés sur des données socioéconomiques (âge, sexe, instruction) et des tableaux à double entrée comportant des questions sur les revenus et l'expérience du chômage ont également été étudiés ici.

Les questions ont été réparties en cinq thèmes qui constituent la base des observations principales de cette étude.

Le présent document est une synthèse du sondage d'opinion mondial de la CSI 2017, qui est accessible en anglais sur www.ituc-csi.org



L'agence Anker Solutions a été chargée de l'analyse et de la rédaction du rapport.

KANTAR PUBLIC=

Kantar Public a coordonné le travail sur le terrain avec des partenaires locaux reconnus dans chacun des pays faisant l'objet du sondage.

Méthodologie

Pays		Taille de l'échantillon	Population totale de plus de 18 ans	Taux de pénétration de l'Internet
Argentine		1 023	31 328 793	79,4%
Belgique		1 011	8 927 362	85%
Brésil		1 005	150 615 834	67,5%
Canada		1 015	28 969 763	93,3%
Chine		1 013	1 096 518 068	52,7%
Danemark		1 001	4 448 799	96%
France		1 015	51 600 975	83,8%
Allemagne		1 013	68 068 043	88,4%
Guatemala		507	9 104 327	34,9%
Inde		1 001	861 233 726	34,4%
Japon		1 012	106 658 434	94%
Russie		1 018	114 030 607	70,5%
Afrique du Sud		1 018	36 519 463	51,6%
Corée du Sud		1 051	42 719 547	89,4%
Royaume-Uni		1 011	51 137 819	91,6%
États-Unis		1 014	252 842 238	88,6%

Avant-propos

La mondialisation est en difficulté parce que la main-d'œuvre de la planète l'est aussi et que les citoyens ne font plus confiance aux gouvernements, qui leur proposent toujours plus ou moins la même chose.

Sur tous les continents, les gens craignent de perdre leur emploi et lorsque 83% des personnes de 13 pays du G20 estiment que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre, l'inégalité et l'instabilité ne peuvent que continuer à augmenter.

Les travailleurs sont profondément angoissés et 45% des habitants des pays du G20 ont peu d'espoir de voir leurs enfants obtenir un «bon travail».

Les 1% des personnes les plus riches à l'échelle du globe sont considérés non seulement comme les architectes de la cupidité mondiale mais aussi comme les détenteurs du pouvoir, les gouvernements étant perçus comme moins puissants.

La présente étude tient également compte des témoignages des travailleurs que nous avons rencontrés dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, sur chaque continent. Cependant, les citoyens ne sont pas dupes de la division résultant de l'action des gouvernements: au contraire, ils savent très bien que si les gouvernements unissaient leurs forces, ils pourraient garantir le travail décent et faire en sorte que le monde soit plus sûr.

Les messages à l'intention du G20, de tous les gouvernements et des institutions internationales sont très clairs: les gens veulent des règles d'ampleur mondiale dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, où les sociétés multinationales soient tenues de rendre des comptes; ils veulent un salaire minimum qui leur permette de vivre dans la dignité; ils veulent de l'investissement dans les emplois, pour eux-mêmes ainsi que pour leurs enfants, et ils veulent une protection sociale universelle.

Et ils veulent que les gouvernements prennent des mesures en faveur du climat.

Les pays du G20 vont-ils jouer le rôle moteur si indispensable? Les grandes entreprises vont-elles devoir rendre des comptes, au titre des nouvelles règles qui exigent la diligence raisonnable, des mécanismes de réclamation et de réparation, comme le prévoient les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme?

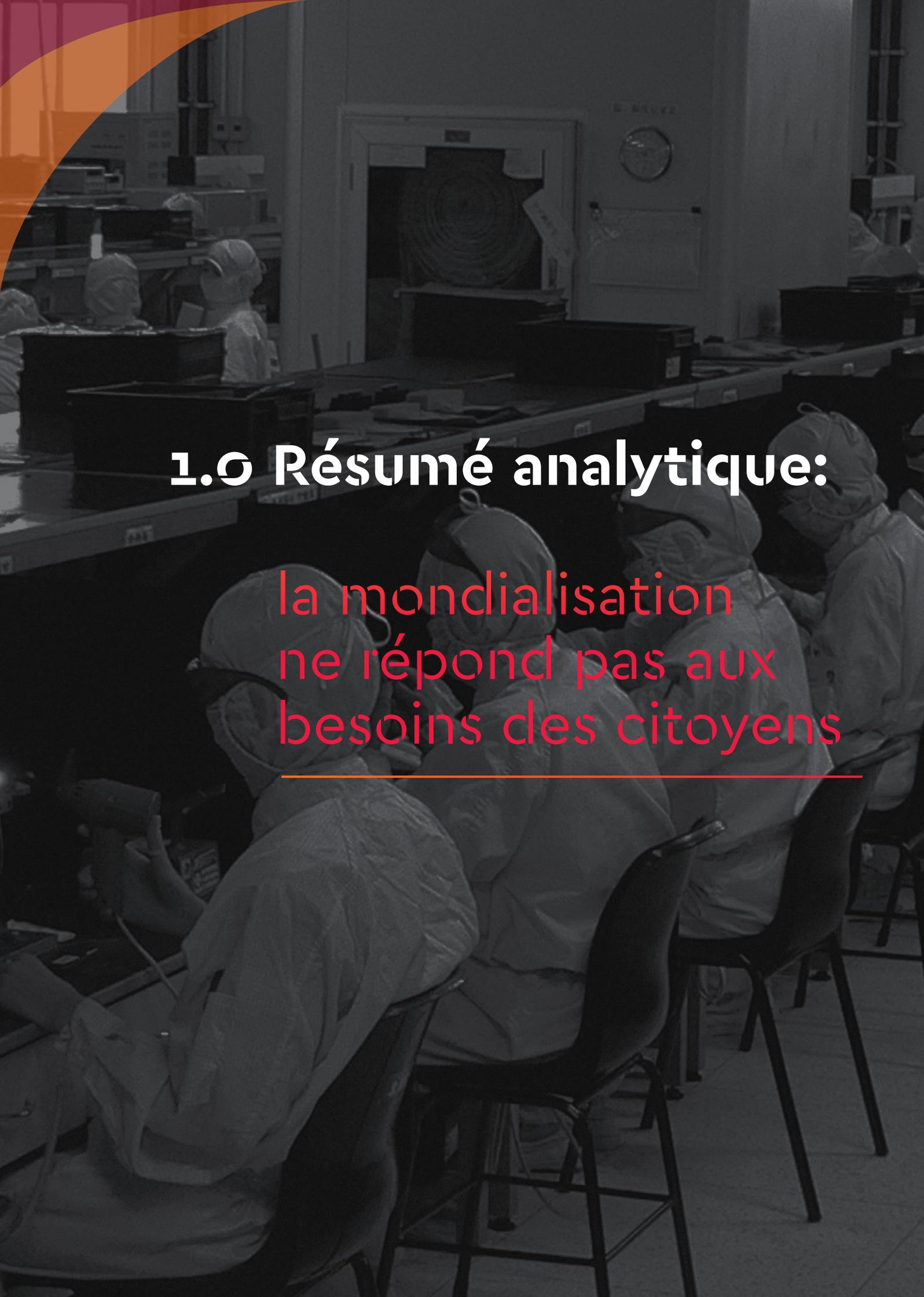
Une hausse des salaires est nécessaire sur l'ensemble du globe, et les gouvernements doivent cesser de protéger le vol des salaires des travailleurs commis par les entreprises, ce qui entretient la cupidité des grandes sociétés et génère des inégalités.

Le sondage d'opinion mondial de la CSI 2017 analyse le déficit de travail décent et le manque d'espoir que ressentent de trop nombreuses personnes, tout en montrant la voie à suivre pour parvenir au monde sûr et prospère que promettent les Objectifs mondiaux des Nations Unies (ODD) et l'Accord de Paris sur le climat.

Nous avons avant tout besoin de volonté politique et de l'État de droit.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale





1.0 Résumé analytique:

la mondialisation
ne répond pas aux
besoins des citoyens

Résumé analytique: la mondialisation ne répond pas aux besoins des citoyens

Alors que de nombreux dirigeants politiques et débats publics profitent de l'anxiété des citoyens vis-à-vis des emplois et des salaires pour promouvoir un repli propice au nationalisme, le sondage d'opinion mondial 2017 de la Confédération syndicale internationale (CSI) – réalisé dans seize pays sur les cinq continents, ce qui représente la moitié de la population mondiale – révèle que l'opinion publique est favorable à l'intervention des gouvernements dans l'économie internationale pour garantir les droits et les intérêts des travailleurs.

Du Guatemala aux États-Unis et du Danemark à l'Afrique du Sud, en passant par le Japon et l'Inde, il existe un point commun entre les pays participant au sondage, malgré les différents stades de leur développement économique: ils appellent les gouvernements à maîtriser le pouvoir des entreprises.

Les règles de l'économie mondiale ont été détournées pour placer les intérêts des 1% des personnes les plus riches et des entreprises au-dessus de ceux des travailleurs. Les citoyens veulent que leur gouvernement réécrive les règles de l'économie afin de promouvoir la croissance et la prospérité partagée.

Anxiété mondiale

Le niveau d'anxiété des personnes met en évidence l'échec de la gouvernance mondiale en matière d'emplois et de salaires, et fait apparaître une crainte de plus en plus vive à l'égard de la réaction des gouvernements pour lutter contre le changement climatique et les cyber-attaques. Le déséquilibre entre l'influence des gouvernements, des 1% des personnes les plus riches, des grandes entreprises et des travailleurs par rapport à leur influence pour fixer les règles de l'économie mondiale présente une menace pour la démocratie.



1. Crise mondiale de l'emploi

Il n'y a pas assez d'emplois

Il ressort du sondage d'opinion mondial que 73% des personnes interrogées ont peur de perdre leur emploi. Au cours des deux dernières années, près de quatre personnes sur dix ont directement connu le chômage ou une réduction des heures de travail, dans leur propre emploi ou chez un membre de la famille.



Près de 4 personnes sur 10 ont connu le chômage ou une réduction des heures de travail

Il n'y a pas assez d'emplois pour la génération à venir

Presque la moitié de toutes les personnes interrogées pense que la génération à venir aura du mal à trouver des emplois décents. Or, l'espoir de voir la génération suivante occuper des emplois décents est un moteur essentiel des sociétés cohésives.

Conditions de travail

À cet égard, 61% des personnes interrogées craignent l'affaiblissement ou le démantèlement des lois sur le travail.

2. Désespoir lié aux salaires

Inquiétudes face à la montée des inégalités

À travers le monde, pratiquement trois personnes sur quatre (74%) se disent inquiètes de la montée des inégalités entre les 1% des personnes les plus riches et le reste de la population. En outre, 56% sont préoccupées par la concurrence déloyale des travailleurs étrangers à bas salaires.

Revenus familiaux en crise

De nombreux travailleurs sont soumis à une forte pression financière: 80% d'entre eux disent qu'ils parviennent tout juste à s'en sortir. Près de la moitié des personnes interrogées (45%) déclarent que leur revenu familial est passé au-dessous du coût de la vie pendant les deux dernières années. Seul un tiers des personnes (35%) pensent que leur revenu familial est resté égal au coût de la vie au cours des deux années passées. Et 9% ne gagnent plus suffisamment pour les biens de première nécessité comme le logement, la nourriture et l'électricité.

Le salaire minimum ne suffit pas pour vivre décentement

Une majorité écrasante de 80% des personnes interrogées à travers le monde disent que le salaire minimum appliqué dans leur pays ne suffit pas pour permettre aux travailleurs de vivre décentement.

3. Préoccupation vis-à-vis du changement climatique et des cyber-attaques

En dehors du travail, 66% des personnes sont inquiètes au sujet du changement climatique, et 63% par rapport aux cyber-attaques contre les banques, le gouvernement ou d'autres services.



4. Échec des gouvernements

Les entreprises mondiales détiennent le pouvoir

Les gouvernements n'agissent pas dans l'intérêt des citoyens. De nombreuses personnes ont l'impression de se débattre dans un système économique qui favorise les riches – et qui est injuste pour la plupart des gens. Plus de sept personnes interrogées sur dix (71%) pensent que les travailleurs n'ont pas suffisamment d'influence pour contribuer à définir les règles de l'économie mondiale et 53% considèrent que les gouvernements nationaux n'ont pas assez de pouvoir; 71% pensent que les 1% des personnes les plus riches ont trop d'influence et 61% disent que les «intérêts de l'entreprise» exercent trop de pouvoir pour fixer les règles de l'économie mondiale.

Ce sont les 1% des personnes les plus riches qui fixent les règles de l'économie

Sur toutes les personnes interrogées, 80% estiment que le système économique favorise les riches, au lieu d'être justes avec la plupart des gens. Il n'y a aucun pays du sondage d'opinion de la CSI dans lequel une majorité de personnes pense que le système économique est juste pour la plupart des citoyens.

Frustration due au manque d'efficacité des gouvernements nationaux

Les personnes sont déçues par le manque d'efficacité de leur gouvernement en ce qui concerne les pensions de retraites décentes, les allocations de chômage et l'accès abordable à la santé et à l'éducation.



Plus de sept personnes interrogées sur dix (71%) pensent que les travailleurs n'ont pas suffisamment d'influence pour contribuer à définir les règles de l'économie mondiale

Un plan d'action mondial pour les gouvernements

Dans tous les pays participant au sondage d'opinion mondial de la CSI, sous l'impulsion des travailleurs et de leurs syndicats, l'opinion publique est très favorable à ce que les gouvernements agissent dans l'intérêt des citoyens.

Gigantesque appel mondial pour réécrire les règles de l'économie mondiale

Face à une économie mondiale dans laquelle les 1% des personnes les plus riches et les intérêts des entreprises ont une influence trop importante et où les travailleurs et les gouvernements nationaux en manquent, au centre d'un système économique qui, selon une immense pro-

portion des personnes interrogées, favorise les riches, la grande majorité des réponses au sondage (85%) indique qu'il est temps de réécrire les règles de l'économie mondiale pour promouvoir la croissance et la prospérité partagée.

Au total, 93% des personnes estiment qu'il est important que leur gouvernement prenne position contre les abus des grandes entreprises et qu'il veille au respect de l'État de droit.

PLAN D'ACTION À L'INTENTION DES GOUVERNEMENTS

1



Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes mondiales d'approvisionnement

- Veiller à ce que les entreprises paient leur juste part d'impôts **(77%)**
- Adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin aux abus à l'égard des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement **(71%)**

2



Emplois, salaires et conditions de travail

- Agir en faveur d'une hausse des salaires des travailleurs **(71%)**
- S'engager pour la prospérité partagée **(87%)**
- S'engager pour les droits humains et les droits du travail **(91%)**
- S'engager pour les emplois décents **(95%)**
- Favoriser l'apprentissage et les possibilités de formation tout au long de la vie **(74%)**

3



En finir avec l'esclavage

- Lutter contre l'esclavage moderne et la discrimination **(90%)**

4



Changement climatique

- Promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone» **(66%)**
- S'engager à prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique **(85%)**

5



Avenir du travail

- Réglementer l'économie numérique pour promouvoir l'emploi et les droits des travailleurs **(64%)**

6



Économie des soins

- Créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire **(79%)**
- Protéger la sécurité de l'emploi et les droits des travailleurs pour les travailleurs nationaux et migrants **(57%)**
- S'engager en faveur de la prise en charge des enfants, des personnes âgées et des malades **(94%)**

7



Égalité des droits

- Prendre position contre la discrimination à l'égard des femmes **(88%)**
- Prendre position contre la discrimination à l'égard des populations autochtones **(83%)**
- Prendre position contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle **(78%)**

8



Paix et sécurité

- Travailler avec les autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de **(67%)**
- S'engager en faveur des droits et libertés démocratiques **(89%)**

Avenir du travail: inquiétude vis-à-vis des pertes d'emploi, et non des nouvelles technologies

La crainte que suscite l'impact de l'évolution des technologies, entre les robots et les systèmes automatisés, donne lieu à un débat omniprésent dans de nombreux pays. À partir de sept assertions positives et négatives sur les nouvelles technologies, le sondage d'opinion mondial a étudié l'attitude des citoyens de seize pays. De nombreuses personnes s'accordent à dire que la technologie aura des effets positifs, mais elles se disent surtout inquiètes pour l'emploi.

Nouvelles technologies et emplois

- **70%** pensent que les nouvelles technologies créent de nouveaux emplois
- **69%** pensent que les nouvelles technologies réduisent l'empreinte carbone des emplois
- **63%** pensent que les nouvelles technologies sont une menace pour les emplois
- **55%** pensent que les nouvelles technologies rendent les emplois plus sûrs pour les travailleurs

Nouvelles technologies, salaires et conditions de travail

- **85%** pensent que les nouvelles technologies facilitent le travail
- **80%** pensent que les nouvelles technologies contribuent à améliorer les conditions de travail des travailleurs
- **55%** pensent que les nouvelles technologies font baisser les salaires des travailleurs

Lois sur le travail, protection sociale et rôle des syndicats

En dépit des politiques menées par les gouvernements pour limiter les lois et les protections sur le travail dans de nombreux pays à travers la planète, le sondage d'opinion mondial de la CSI met en évidence un soutien exceptionnel en faveur d'une grande diversité de lois sur le travail, notamment du droit de grève (**73%**).

Un soutien quasiment universel est à noter pour les lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs (**96%**) et pour les lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs (**93%**).

Par ailleurs, en ce qui concerne le rôle des syndicats sur le lieu de travail, **85%** des personnes interrogées sont favorables au droit d'adhérer à un syndicat et **91%** au droit de négocier collectivement. **91%**.

Trois personnes sur quatre dans le monde souhaitent que les syndicats jouent un rôle actif dans la société.

La responsabilité du gouvernement de mettre en place un socle de protection sociale qui permette aux citoyens d'accéder à l'éducation et aux soins de santé, d'obtenir des pensions de retraite décentes, de bénéficier d'un congé maternité payé et d'allocations de chômage est fortement plébiscitée par l'opinion publique, remportant l'adhésion de **89%** à **94%** des personnes interrogées à l'égard de chacune de ces cinq politiques.

Ces caractéristiques sont constantes depuis le premier sondage d'opinion mondial de la CSI, qui a été réalisé en 2012.

Lois sur le travail

- Lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs (**96%**)
- Lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs (**93%**)
- Lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui permet aux travailleurs de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail (**91%**)
- Lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer (**85%**)
- Lois qui protègent le droit de grève (**73%**)

Protection sociale

- Accès abordable à l'éducation (**94%**)
- Pensions de retraite décentes (**94%**)
- Accès abordable aux soins de santé (**94%**)
- Soutien à l'indemnisation du congé maternité (**92%**)
- Allocations de chômage (**89%**)

Dix observations sur le monde de 2017

1

L'anxiété et le déséquilibre des pouvoirs génèrent un manque de confiance vis-à-vis des gouvernements. L'influence exercée par les 1% des personnes les plus riches menace la démocratie: 71% des personnes pensent que 1% de la population a trop d'influence sur l'économie mondiale, et 53% estiment que leur propre gouvernement n'a pas suffisamment d'influence.

2

La gouvernance mondiale est un échec pour les emplois. Les gouvernements ont simplement abandonné la responsabilité d'investir dans les emplois et il en résulte une profonde insécurité: 73% des personnes craignent de perdre leur emploi, et presque la moitié de toutes les personnes interrogées pensent que la génération à venir aura du mal à trouver des emplois décents.

3

Les gouvernements compromettent la prospérité des personnes, dans un contexte où la cupidité des entreprises génère des salaires faibles et des emplois précaires; 80% des personnes estiment que le salaire minimum est insuffisant pour vivre décemment.

4

Les gouvernements délaissent leur population, ce qui alimente la montée du populisme et menace la démocratie et la stabilité qui la caractérise. En Europe, où la démocratie revêt une importance fondamentale, 75% des personnes pensent que les travailleurs n'ont pas assez d'influence pour fixer les règles de l'économie mondiale.

5

Le FMI et les responsables des banques centrales cherchent à perpétuer le mythe selon lequel il vaut mieux avoir un emploi qui offre un salaire de misère plutôt que de ne pas avoir d'emploi du tout; 86% des personnes sans emploi considèrent que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre décemment.

6

Les citoyens ne se laissent pas duper par la phobie technologique envers les robots, l'intelligence artificielle et les systèmes automatisés, mais ils craignent pour les emplois. En effet, 85% des personnes pensent que les nouvelles technologies facilitent le travail, 80% qu'elles contribuent à améliorer les conditions de travail des travailleurs et 63% qu'elles représentent une menace pour les emplois.

7

Les citoyens sont plus ambitieux que les gouvernements en ce qui concerne l'action pour le climat: 66% d'entre eux souhaitent que leur gouvernement promeuve une transition juste et un avenir «zéro carbone», 85% affirment que le monde serait meilleur si les gouvernements s'engageaient davantage en faveur d'actions sur le changement climatique.

8

Tout autour de la planète, les personnes partagent les mêmes valeurs vis-à-vis des questions mondiales interdépendantes. Elles savent ce qu'elles veulent pour rendre le monde meilleur: 90% d'entre elles souhaitent des emplois décents, associés au respect des droits humains, des droits du travail et des droits et libertés démocratiques, et elles aimeraient vivre dans un monde où les enfants, les personnes malades et les personnes âgées sont prises en charge, où la prospérité est partagée et où des mesures sont prises pour lutter contre le changement climatique.

9

Les gouvernements qui démantèlent les lois sur la négociation collective agissent contre la volonté de leur population. Dans neuf pays dont la CSI observe l'opinion publique depuis 2012, à savoir les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, le Japon et l'Afrique du Sud, le soutien en faveur des lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement est passé de 84% en 2012 à 89% en 2017.

10

Les travailleurs et leurs syndicats font contrepoids à la domination exercée par le monde du commerce en matière de prises de décisions; 75% des personnes affirment que les syndicats jouent un rôle important dans la société.



Annexe

Premiers résultats

Q4 Niveau d'anxiété

À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) à l'égard des questions suivantes en France?

	Très inquiet/ inquiète	Plutôt inquiet/ inquiète	Un peu inquiet/ inquiète	Pas du tout inquiet/ inquiète	Je ne sais pas
Les licenciements	39	34	21	6	0
Le changement climatique	32	34	24	10	0
La concurrence déloyale des travailleurs étrangers à bas salaires	24	32	27	16	0
L'inégalité croissante entre les 1% des personnes les plus riches et le reste de la population	42	32	17	8	0
L'affaiblissement voire le démantèlement des lois sur le travail	27	34	24	14	0
L'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de salaires et d'opportunités	20	33	28	18	0
Les cyber-attaques contre les banques, le gouvernement ou d'autres services	28	35	26	10	0
La technologie qui remplace la main-d'œuvre	19	32	31	19	0

Q5 Lois sur le travail

Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes?

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé(e)	Très opposé(e)	Je ne sais pas
Les lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer	42	43	11	4	0
Les lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui permet aux travailleurs de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail	47	44	8	2	0
Les lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs	63	30	5	1	0
Les lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs	71	25	3	1	0
Les lois qui protègent le droit de grève	29	44	20	7	0

Q7 Filet de sécurité et de protection sociale

Et seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants?

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé(e)	Très opposé(e)	Je ne sais pas
Des allocations de chômage	47	42	9	2	0
Des pensions de retraite décentes	68	26	4	2	0
Un accès abordable aux soins de santé	69	25	4	2	0
Un accès abordable à l'éducation	66	28	4	1	0
Un soutien à l'indemnisation du congé maternité	57	35	6	2	0

Q8 Défendre le filet de sécurité et de protection sociale

Comment évalueriez-vous l'efficacité ACTUELLE du gouvernement français sur chacune des questions suivantes?

	Très efficace	Efficace	Inefficace	Très inefficace	Je ne sais pas
Les allocations de chômage	11	43	34	11	0
Des pensions de retraite décentes	14	31	39	16	0
Un accès abordable aux soins de santé	17	38	31	13	0
Un accès abordable à l'éducation	17	40	31	12	0
Un soutien à l'indemnisation du congé maternité	17	50	25	7	1

Q9 Plan d'action mondial pour les gouvernements

Selon vous, le gouvernement français devrait-il en faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants?

	En faire plus	En faire moins	Comme à l'heure actuelle	Je ne sais pas
S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés	77	7	16	0
Créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire	80	6	15	0
Prendre des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs	71	8	21	0
Réglementer l'économie numérique pour promouvoir l'emploi et les droits des travailleurs	63	9	27	1
Protéger la sécurité de l'emploi et les droits des travailleurs pour les travailleurs nationaux et migrants	57	13	30	0
Promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone»	66	10	24	0
Adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin aux abus à l'égard des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement	70	8	21	1
Travailler avec les autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'homme	66	9	24	0
Rendre possible l'emploi comme apprenti et l'apprentissage tout au long de la vie	74	6	20	0

Q13 Salaire minimum

Selon vous, le salaire minimum payé en France est-il suffisant pour permettre aux travailleurs de jouir d'une vie décente?

	Total	US	CA	UK	FR	DE	BE	BR	JP	ZA	CN	IN	RU	AR	GT	DK	KR
Oui	20	25	19	27	20	17	24	2	16	14	24	36	3	9	3	58	10
Non	80	75	81	73	80	83	75	98	84	85	76	64	97	91	97	42	90
Je ne sais pas	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0

Q14 Personnes les plus avantagées par le système économique

Pensez-vous que le système économique français favorise de façon générale les riches ou est-il équitable pour la plupart des Français(e)s?

	Total	US	CA	UK	FR	DE	BE	BR	JP	ZA	CN	IN	RU	AR	GT	DK	KR
Favorise les riches	79	73	80	78	81	82	82	92	68	78	73	71	89	80	95	62	93
Équitable pour la plupart	20	27	19	22	18	18	17	8	32	22	27	29	10	19	5	38	7
Je ne sais pas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0

Q15 Responsables de la politique économique

Selon vous, quelle influence les groupes suivants ont-ils sur l'économie mondiale?

	Trop d'influence	Pas assez d'influence	L'influence qu'ils méritent	Je ne sais pas
Les intérêts des grandes entreprises	61	21	18	1
Les travailleurs	12	71	17	0
Le gouvernement français	26	52	21	0
Les 1% des personnes les plus riches	70	16	13	0

Q16 Politiques visant à rendre le monde meilleur

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes? Le monde serait meilleur...

	Totalmente de acuerdo	Algo de acuerdo	Algo en desacuerdo	Totalmente en desacuerdo	No sabe/no contesta
... si les gouvernements nationaux s'engageaient davantage en faveur d'une PROSPÉRITÉ PARTAGÉE	45	42	10	3	0
... si les gouvernements nationaux s'engageaient davantage en faveur d'ACTION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	45	40	11	4	0
... si les gouvernements nationaux s'engageaient davantage en faveur des DROITS DE L'HOMME ET DU TRAVAIL	49	42	7	1	0
... si les gouvernements nationaux s'engageaient davantage en faveur des DROITS ET LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES	46	43	8	2	0

